

# Les eurodéputés votent une transparence fiscale modérée

**Le Parlement européen a adopté un projet de directive obligeant les multinationales à publier leurs informations fiscales dans tous les pays où elles opèrent. Des dérogations seront possibles.**

VINCENT GEORIS  
À STRASBOURG

**U**n cocotier, une plage et quelques faux hommes d'affaires sirotant un apéritif? Nous sommes bien au Parlement européen à Strasbourg et pas sur une île lointaine. Des manifestants ont installé un faux paradis fiscal en face de l'enceinte. Pas de doute, c'est le jour d'un vote important sur l'évasion fiscale. Les députés ont adopté hier, en première lecture, un projet de directive sur le «reporting» pays par pays. Le texte, déposé en avril 2016 par la Commission européenne, vise à obliger les grandes entreprises à publier certaines informations financières essentielles (chiffre d'affaires, impôts dus et payés, bénéfice, nombre de salariés, capital social...) afin de lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscale. Le vote reflète les dissensions traditionnelles entre la gauche et la droite.

Conformément à la proposition de la Commission Juncker, les entreprises visées seront celles dont le chiffre d'affaires dé-

passe 750 millions d'euros. Au grand dam des sociaux-démocrates (S&D) et des écologistes, qui souhaitent fixer le seuil à 40 millions. Les entreprises plus petites ou les filiales des multinationales ne seront pas tenues de publier leurs données. Seules 10% à 15% des multinationales seront concernées. Sous l'impulsion du PPE, les eurodéputés ont également adopté une clause de sauvegarde, très contestée par l'opposition, qui permet à un État d'exempter temporairement une grande entreprise de l'obligation de publier ses chiffres si elle démontre que c'est contre ses intérêts commerciaux. L'idée est de protéger une information sensible sur le plan commercial et assurer une concurrence équitable.

Les libéraux, d'abord divisés sur ces questions, ont fini par se rallier majoritairement à la position du PPE (centre-droit), la première famille politique du Parlement. «Il est clair que nous devons répondre aux récents scandales d'évasion fiscale, il faut mettre fin à de telles pratiques», dit Jean-Marie Cavada (ADLE). «En même temps, nous ne devons pas mettre nos entreprises dans une situation concurrentielle désavantageuse». S&D et Verts auraient préféré une dérogation valable pour deux ans, renouvelable une fois. «La proposition de la Commission est très modeste», dit Philippe Lamberts, le coprésident des

Verts européens. «Les Libéraux n'ont pas voulu mettre le PPE en minorité, ce faisant ils ont confirmé leur statut de filiale du parti conservateur». «Nous aurions voulu aller plus loin comme par exemple publier des informations dites 'sensibles', mais le PPE et l'ADLE ont fait barrage», regrette l'eurodéputée S&D Marie Arena. «Nous avons, malgré tout, obtenu qu'une étude d'impact soit menée par La Commission pour aller plus loin dans la lutte contre l'évasion fiscale». Les parlementaires se sont mis d'accord pour que le «reporting» soit imposé dans tous les pays du monde. Cette proposition élargit le champ d'application du texte, alors que la Commission euro-

péenne voulait limiter l'obligation aux activités dans les 28 États européens. Environ 600 grandes entreprises seraient désormais visées par cette obligation.

Toutes ces informations devront être fournies gratuitement dans un registre public. Tout défaut de publication pourra être sanctionné par les États. Pour être adopté, ce projet de directive devra être discuté en «trilogue» entre la Commission, le Parlement et le Conseil européen. Le texte s'ajoutera à un autre, déjà adopté, sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Le dispositif sera complété par un autre directive visant l'assiette fiscale consolidée des entreprises au sein des États européens.

## «LE PARLEMENT EST RIDICULE»

### LA RÉVOLTE DE JUNCKER

«Le Parlement européen n'est pas sérieux et je voulais le lui dire aujourd'hui». Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, s'est étonné hier à Strasbourg devant un hémicycle vide, alors que le Premier ministre de Malte Joseph Muscat venait de dresser le bilan de six mois de présidence du Conseil. «Le Parlement est ridicule, très ridicule», a-t-il dit, face à une trentaine de députés, certains révoltés, d'autres amusés par la sainte colère. Le président du Parlement, Antonio Tajani, a tenté de rassurer le Luxembourgeois, mais ce dernier a repris ses vituperations, en tapant sur son bureau. «Le Parlement est totalement ridicule», non sans remercier les députés et le seul chef de groupe présent, Philippe Lamberts. Difficile de le contredire, tant il est habituel de voir l'enceinte vide de ses 750 députés, tous «en réunion importante». Un absentéisme tout aussi inexcusable que récurrent. **V.G.**

**750**  
**millions €**

L'obligation de transparence s'imposera aux grandes entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros.